

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 202 4 septembre 2008

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Charles Boulay, Jean François Cabral,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Sommaire :

- [Taxer le capital, pour de bon !](#)
- [Lutte ouvrière, la Fraction et le NPA](#)
- [70 ans après la fondation de la IVème internationale, faire fructifier les acquis du trotskysme](#)

Taxer le capital, pour de bon!

 *Dans un contexte où depuis plusieurs années les salaires progressent beaucoup moins vite que les revenus du capital, [...] où l'on explique aux salariés de tant d'entreprises qu'il n'y a pas de quoi augmenter les salaires en bas et qu'au même moment, on augmente la distribution des actions et les dividendes en haut, il n'est quand même pas anormal que les revenus du capital soient mis à contribution pour revaloriser le travail des plus démunis et des plus exclus »... dixit Sarkozy, le 28 août, annonçant la mise en place du RSA et son financement par une soi-disant taxation des « revenus du capital ».*

Ce vibrant plaidoyer pour la justice sociale n'a pas tardé à révéler sa véritable nature : le « capital » qui sera taxé est constitué, pour l'essentiel, des économies placées par les salariés qui le peuvent, dans une assurance-vie, un complément retraite, tandis que les plus riches, ceux qui accumulent les profits tirés du travail des autres, en seront exonérés, à l'abri du bouclier fiscal.

Quant à la prétendue « *revalorisation du travail des plus pauvres et des plus démunis* », c'est une nouvelle imposture, en droite ligne du « *travailler plus pour gagner plus* » : elle consiste à assurer aux patrons, par la carotte et le bâton - l'*incitation financière* du RSA n'exclura pas les sanctions en cas de refus d'offres d'emploi *raisonnablement acceptables*- et sans que cela leur coûte un centime, une main d'œuvre toujours moins chère, contrainte d'accepter les temps partuels, la précarité...

Loin de taxer le capital, Sarkozy fait l'inverse et en prime lui et son gouvernement annoncent de nouveaux cadeaux fiscaux à l'adresse des patrons et des plus riches. Ils envisagent même la suppression de l'ISF.

Sous prétexte « *d'assurer la compétitivité des entreprises* », ils poursuivent leur politique de « *réforme* », afin d'assurer les profits des plus riches en prenant toujours plus sur les revenus des plus pauvres. C'est bien cette politique qui conduit à la récession. Non seulement elle est injuste, rétrograde mais elle conduit à un recul social considérable.

Car la récession est bien là. L'OCDE vient de réduire de 1,8 % à 1% ses prévisions de croissance pour la France.

Et pourtant, les profits se portent bien. Les résultats des entreprises du CAC40 pour le premier semestre sont certes en recul de 3 % par rapport au 1^{er} semestre de 2007, mais un recul très relatif. Le total des bénéfices nets engrangés par ces 40 groupes est quand même de plus de 50 milliards d'euros ! Ce recul concerne essentiellement le secteur bancaire et du bâtiment, tandis que les profits spéculatifs, liés à l'augmentation du prix de l'énergie et des matières premières, explosent : GDF-Suez, + 17% de chiffre d'affaires et + 20 % de résultat d'exploitation ; Arcelor-Mittal, + 31% de CA et + 65 % de profits...

Parallèlement, les défaillances d'entreprises ont augmenté de 15 % au premier semestre en France par rapport aux six premiers mois de 2007, en particulier dans la construction (+ 36,7%) et le secteur de l'hôtellerie (+ 28,2%). Une situation qui s'explique, d'après l'organisme qui a réalisé l'enquête, par le fait que « *l'envolée des coûts des matières premières a grevé les marges dans plusieurs secteurs, tandis que le ralentissement des demandes interne et externe excluait une répercussion complète sur les prix de vente et freinait le chiffre d'affaires* », par « *l'affaiblissement de la consommation des ménages* »...

Le développement de la crise s'accompagne d'une aggravation du chômage, bien au-delà des licenciements massifs en cours à la CAMIF, Goodyear, Sanofi-Alcatel, Peugeot, Renault... « *Par secteur, l'industrie continue de détruire plus d'emplois qu'elle n'en crée avec -0,3% (-11 600 postes) sur le deuxième trimestre et -1,2 % (- 44 000 postes) sur l'année. Tout aussi inquiétante, la chute des effectifs dans l'intérim (majoritairement dans l'industrie) : - 6,8 % (45 200 postes) sur le trimestre et -5,9% sur l'année (- 39 100 postes)* » écrit *L'Usine nouvelle*.

Les patrons « *s'inquiètent* » de la montée chômage et de la crise, mais c'est bien eux, et le gouvernement à leurs ordres, qui sont les seuls responsables de la récession qui se développe. Elle est l'aboutissement de la recherche incessante des meilleurs taux profits, qui conduit à produire toujours plus en utilisant toujours moins de travailleurs, payés de moins en moins cher. Les profits s'accumulent d'un côté, tandis que de l'autre se développe la précarité, la misère. La grande masse de la population voit son pouvoir d'achat diminuer. La spéculation sur les sources d'énergie et les matières premières, l'augmentation des prix de denrées de première nécessité, ont contribué à diminuer encore plus ce pouvoir d'achat, alors que les conditions d'obtention d'un crédit ne cessent de se durcir, conséquence de la crise du crédit qui a ébranlé tout le système financier depuis un an. Des masses de produits, de services ne trouvent plus preneur, faute de clients solvables. La machine s'enraye, s'enfonce dans la spirale de la récession.

Les dernières réformes annoncées par le gouvernement, qui consistent à tenter de faire payer les frais de la crise par la grande majorité de la population tandis que les plus riches en seraient protégés, auront pour effet de diminuer encore plus le pouvoir d'achat de la grande majorité des consommateurs. Le « remède » n'est qu'une fuite en avant qui, loin de freiner la récession, contribue au contraire à l'aggraver. C'est une politique de classe non seulement cynique et injuste mais qui conduit à un recul social généralisé.

A cette logique politique, il faut opposer la notre.

Oui, il faut taxer les revenus du capital, prendre sur les profits, pour augmenter les revenus des plus pauvres, mais aussi de toutes les couches de salariés, pour assurer à tous un travail rémunéré par un salaire décent. Mais c'est au véritable capital qu'il faut s'attaquer, imposer, par la lutte, une autre répartition des richesses accumulées, en imposant le contrôle des travailleurs.

Sarkozy et ses amis les patrons ont tous les culots, ils nous présentent leurs « solutions », leur politique, comme une évidence à laquelle nous ne pourrions échapper. Refuser leur chantage, contester leur logique, imposer la défense de nos propres intérêts de classe, en nous coordonnant, en nous organisant pour changer le rapport de force politique afin de préparer les luttes à venir est la seule réponse possible pour mettre un coup d'arrêt aux reculs sociaux immédiats et à la récession.

C'est la seule politique qui réponde aux intérêts de toute la société.

Eric Lemel

[Retour au sommaire](#)

Lutte ouvrière, la Fraction et le Npa

 Lutte Ouvrière vient de convoquer pour le 21 septembre une conférence nationale réunissant un nombre de militants représentatif de l'organisation, ainsi que les membres du groupe l'Etincelle s'ils veulent y assister. Nous souhaitons en effet constater et rendre public l'état réel de la situation existante entre l'ex majorité et l'ex minorité qui se baptise toujours fraction de Lutte Ouvrière.

En effet, cela fait déjà longtemps que l'Etincelle agit indépendamment de Lutte Ouvrière, même sur des terrains où une attitude commune devrait prévaloir au sein d'un même parti, fraction ou pas.

Cela s'est illustré lors de la campagne des élections municipales où le groupe l'Etincelle a passé des alliances avec la LCR ou avec des dissidents de Lutte Ouvrière, alors que cette dernière avait décidé de

refuser ces alliances (que l'Etincelle critique notre attitude est une chose, mais qu'elle agisse séparément en est une autre).

Enfin, plus récemment, l'Etincelle a affirmé son intention de participer à la tentative de la L. C. R. de constituer un "Nouveau Parti Anticapitaliste" et en conséquence a participé aux réunions préparatoires de ce N. P. A.

C'est bien entendu son droit, mais c'est un choix qui est une rupture avec Lutte Ouvrière qui a décidé de ne pas participer à cette construction.

L'Etincelle voudrait avoir un pied dans deux partis différents, et cela met fin à la fiction de l'Etincelle faisant partie de Lutte Ouvrière, même en tant que fraction.

Nous ne sommes même pas en situation de pouvoir les exclure puisqu'ils naviguent déjà sous leur propre drapeau avant même d'être au N.P.A. » Tels sont les termes du laconique communiqué du jeudi 21 août 2008 de la direction de Lutte ouvrière pour annoncer qu'elle entendait passer de la « suspension » à la séparation, c'est-à-dire l'exclusion définitive, sans attendre son congrès de décembre qui était censé statuer sur le sort de la minorité.

La direction de LO ne semble pas souhaiter que la question du NPA s'invite à son congrès en laissant la parole à sa minorité. Elle a le cynisme de parler de « *la fiction* » de la fraction mais qui donc a, depuis la naissance même de la fraction, voulu enfermer ces camarades dans une fiction, bien réelle celle-là, de démocratie. Dès le début, les droits que la direction de LO avait accordés à la minorité étaient anti-démocratiques car ils n'avaient d'autre objectif que de couper, d'isoler la minorité de l'ensemble de l'organisation. Loin de viser à codifier de réels rapports démocratiques visant à organiser la discussion et la collaboration pour résoudre et dépasser les divergences, il s'agissait d'une mise en fraction sans retour, forme d'exclusion permanente qui ne disait pas son nom.

D'ailleurs l'année même qui suivait « *la naissance de la fraction* », la direction de LO excluait 10% de l'organisation, en particulier dissolvait les sections de Bordeaux et Rouen pour empêcher que ne se déroule la discussion autour des implications qu'avait pour LO l'appel d'Arlette à la construction d'un parti des travailleurs.

Dépassée par les événements, par son propre succès, la majorité de la direction de LO abdiquait de son propre projet et faisait alors le choix de censurer tout débat pour introduire dans son fonctionnement un état d'exception permanent. Au nom d'une caricature de léninisme elle imposait une discipline de pensée stérile.

Ce choix aboutit à une transformation de LO. L'organisation dont le sérieux, le dévouement, la culture et le respect des autres militants savaient forcer l'estime même de ses adversaires, celle qui après 68 avait su défendre la perspective de l'unité des révolutionnaires dans des rapports ouverts et démocratiques, celle qui avait un constant souci de discuter avec les autres organisations, de militer aussi en direction du mouvement trotskyste, de la IV internationale en particulier, qui avait su préserver une orientation indépendante de la gauche, est devenue un groupe sectaire, atteint aussi de la maladie de tous les sectaires... l'opportunisme.

LO n'est plus l'organisation dans laquelle nous avons milité pendant presque trente ans, à la direction de laquelle nous avons participé jusqu'en décembre 96.

Dans le dernier BI qui a précédé notre propre exclusion en avril 97, nous écrivions en réponse aux arguments-justifications d'Hardy :

« Il y a aussi une logique des idées. Là aussi personne n'y échappe, et surtout pas ceux qui pourraient être dupes de “leur libre choix”. Bien sûr tout le monde est libre de commettre des folies mais personne n'échappe aux conséquences de ses actes comme des idées qu'il sème. Et déjà les six mois qui viennent de se passer prouvent largement à quel point notre direction se fourvoie.

Si les camarades dupes de l'argumentation sur la cohésion absolue de l'organisation, comme quoi la simple existence de différents points de vue menace l'unité et l'existence même de l'organisation qui ne reposeraient que sur l'autorité d'un seul, excluaient de l'organisation les deux sections où nous militons, ils commettraient une folie dont ils ne mesurent pas l'ampleur des conséquences. C'est un coup contre eux qu'ils se porteraient.

Dans sa réponse à Jacques Morand, Hardy écrit en page 2 de son BI du 3/3/97, “ Jaques Morand conclut en parlant de construire un parti révolutionnaire, mais pour cela, il ne suffit pas de rassembler ou d'essayer. Il faut savoir construire. Les camarades de la fraction ne l'ont fait jusqu'ici qu'à l'abri de notre organisation, dont ils n'ont jamais défini la politique et les structures.

Et, pour le moment, ils nous ont montré qu'ils savent détruire car la responsabilité de la destruction, ce

n'est pas nous qui l'avons prise ”.

Mais qui parle de détruire, si ce n'est la direction qui, sans dire ouvertement ses objectifs mène en sous-main une campagne pour l'exclusion de plus de 70 camarades, une exclusion à propos de laquelle il n'est pas dit qu'on ne veuille pas faire d'une pierre deux coups, ou qui de toutes façons prépare la rupture avec la fraction ? N'est-ce pas la direction, obnubilée par la défense de son prestige et de son autorité qui prend la responsabilité de détruire notre organisation ? Car c'est bien l'avenir de notre organisation qui est en train de se discuter.

Bien sûr, que les camarades de la fraction militent “ à l'abri ” de leur organisation, la nôtre, comme chacun d'entre nous, Hardy lui-même. Que serait-il sans nous tous, que sera-t-il demain sans les 70 camarades de nos sections, sans la fraction peut-être ? Voilà une question qui mériterait qu'on s'y attarde cinq minutes.

L'évolution accomplie ces derniers mois augure mal de l'avenir si nous ne nous ressaisissons pas vite. Chaque nouveau pas vers l'irréparable exigera sa justification, chaque justification de l'inacceptable se traduira par un nouveau reniement, une nouvelle concession à des idées et à des moeurs petites-bourgeoises. Et tout cela pour le prestige de la direction ! Où est l'individualisme ? Et il n'y a pas pire individualisme que celui qui se drape dans les grands principes moraux avant de justifier le plus parfait cynisme. Des grands principes, au “tout est permis”, il y a moins qu'un pas, il y a un lien, l'hypocrisie de ceux qui ne disent pas leurs objectifs.

Alors, camarades, il faut nous dire clairement ce que nous voulons. Nous avons essayé de nous en expliquer au mieux. Pour notre part nous voulons militer dans notre organisation sans renoncer le moins du monde à nos objectifs, et avec tous nos camarades. Il faut que chacun puisse reprendre sa place et que tout se discute. »

La logique politique a accompli son œuvre, les justifications ont construit progressivement une autre orientation, une autre organisation. L'exclusion de nos camarades de la minorité représente une nouvelle étape décisive dans ce processus.

Une décennie de transition est achevée. La direction de LO n'a ni su, ni voulu, ni pu comprendre ce que signifiait l'effondrement de l'URSS ni les bouleversements opérés par la mondialisation libérale et impérialiste. Se jouant à elle-même son propre « Good by Lénine », arrêtée au cadran de l'horloge, la majorité de sa direction n'a pas su s'engouffrer dans la brèche qu'ensemble nous avions ouverte en 95. S'enfermant dans son propre piège, elle désarme ses militants, détourne leur dévouement au service d'une politique qui ne correspond en rien aux intérêts du mouvement révolutionnaires, des travailleurs.

L'exclusion des camarades de la fraction est un mauvais coup, aux militants de la Fraction, à tous ceux qui militent pour un nouveau parti anticapitaliste, ceux de la Ligue communiste révolutionnaire comme à tous les autres. C'est aussi un mauvais coup que se porteraient eux-mêmes les militants de LO s'ils approuvaient le projet de leur direction.

Unir les forces, les expériences de tous ceux qui entendent défendre les intérêts des travailleurs, changer cette société, en finir avec le capitalisme, pour cela faire vivre les rapports démocratiques nécessaires et indissociables de l'élaboration d'une stratégie pour le mouvement révolutionnaire est la tâche du jour. Lui tourner le dos au nom d'une prétendue orthodoxie trotskyste, preuve de faiblesse, est préjudiciable à l'ensemble du mouvement. Mais personne ne peut se protéger du débat, de la discussion, de la confrontation politique, y échapper.

En atteste la place que bien des proches de Lutte ouvrière prennent dans la bataille pour construire un parti des travailleurs.

La majorité de la direction de LO combat aujourd'hui ce qui fut son propre projet en invoquant un trotskisme mythique, caricatural, sans contenu pour imposer un régime interne antidémocratique. Pour notre part, nous restons fidèles à nous-mêmes, à nos combats et nous sommes convaincus que bien des proches, des sympathisants, des militants de Lutte ouvrière prendront eux aussi leur place dans cette bataille, avec leurs idées et expériences, si leur organisation elle-même ne se ressaisit pas pour s'y inscrire.

Yvan Lemaitre

[Retour au sommaire](#)

70 ans après la fondation de la IVème internationale, faire fructifier les acquis du trotskysme

Le 3 septembre 1938, dans une ferme de la banlieue parisienne, vingt-deux délégués de onze pays (1), représentants environ cinq mille militants dans le monde, proclament la IVème internationale. La conférence se tient malgré la police politique stalinienne qui avait tout fait pour l'empêcher : espionnage, infiltrations, déportations, persécutions, assassinats (2). Trotsky, astreint à résidence au Mexique, ne peut pas être présent. Les délégués adoptent comme programme le texte qu'il leur a proposé, *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IVème internationale* (3), aussi connu comme *Le programme de transition*.

En faisant un retour sur cette fondation aujourd'hui, alors que la période ouverte par la Révolution de 1917 s'est achevée avec l'effondrement de l'URSS en 1991, la contre-révolution stalinienne étant allée jusqu'à son terme, nous voulons revenir vers l'acquis immense et indispensable qu'est le combat de Trotsky et de ses camarades pour nos tâches actuelles.

Certes, une page est tournée, nous ne sommes plus dans la même période. Mais le trotskysme, en liant de façon indissociable le combat pour la révolution et pour la démocratie dans le mouvement ouvrier, contre le stalinisme, représente le seul courant qui a assuré la continuité militante du marxisme révolutionnaire et démocratique. Pendant ce temps, la social-démocratie confirmait sa rupture de 1914 avec ses origines révolutionnaires pour s'intégrer à l'ordre bourgeois, tandis que le stalinisme faisait régner des mœurs criminelles, au nom de l'intérêt de l'URSS, en rupture avec les acquis du mouvement ouvrier.

Au moment où nous entreprenons la construction d'un nouveau parti anticapitaliste, et où se posent en même temps la question d'une réponse internationale aux dégâts de la mondialisation libérale impérialiste, et la construction d'une nouvelle internationale, nous avons besoin d'écrire notre propre filiation, continuité politique.

Tracer une perspective alors qu'« *il est minuit dans le siècle* » (Victor Serge)

En septembre 1938, le capitalisme entraîne de nouveau le monde vers les horreurs de la guerre.

Dans cette décennie qui suit le krach boursier de Wall Street de 1929, il a fait subir aux peuples du monde entier l'explosion de la misère, du chômage, la faim et les privations liées à l'effondrement de la production. L'Allemagne, l'Italie, le Portugal, la Hongrie sont sous la botte des régimes fascistes et nazis. Franco est en train de l'emporter en Espagne. La 2^{nde} guerre mondiale est en fait déjà commencée en Asie, avec l'invasion de la Mandchourie par le Japon impérial. Le 30 septembre 1938, à Munich, les représentants des vieilles puissances impérialistes, Chamberlain et Daladier, se mettent à genoux devant Hitler et Mussolini, tout en sachant que la guerre aura quand même lieu. Léon Blum glose, partagé entre « *un lâche soulagement et la honte* »...

En URSS, la bureaucratie stalinienne conforte son pouvoir : des millions de paysans ont été déplacés de force, la classe ouvrière est sous le joug, les opposants sont déportés ou exécutés. La démocratie soviétique est un lointain souvenir : les élections sont sous contrôle de l'appareil d'Etat et du Parti, les soviets n'ont gardé que leur nom. La sinistre comédie des procès de Moscou qui met en scène le reniement de tous les anciens dirigeants se répète depuis 1936, avec l'approbation des grandes puissances. Quant à l'Internationale communiste, la III^{ème}, fondée pendant la vague révolutionnaire d'après 1917, elle est mise au pas par l'appareil stalinien, servant de relais aux intérêts politiques et diplomatiques des usurpateurs de la révolution.

Après la défaite des travailleurs allemands en 1933 face à Hitler, dont l'IC porte une responsabilité immense, les derniers sursauts de la classe ouvrière dans les années 30 s'éteignent sans perspectives, ou sont brisés avec la complicité de l'IC -dont la politique avait déjà conduit, en 1927-28, à l'écrasement de la révolution chinoise- (grandes vagues de grève aux USA, grève générale en France en 1936, révolution espagnole en 36, grèves et révoltes dans les colonies).

De 1923 à 1933, les militants de l'opposition de gauche, qui ont été plus de dix mille en URSS, avaient milité pour un « *Cours nouveau* » (4), transformer le parti et l'internationale de l'intérieur, en menant bataille pour la démocratie dans le parti, pour l'égalité sociale, et contre la théorie conservatrice du « *socialisme dans*

un seul pays » de Staline et Boukharine en 1924, en rupture complète avec les idées internationalistes du bolchevisme. L'opposition de gauche formulait la nécessité d'une « *révolution politique* » (l'état est « ouvrier », la révolution d'octobre, sociale et politique, a déjà mis fin à la propriété bourgeoise, il faut maintenant une révolution pour faire revivre les soviets et remplacer le régime bureaucratique) et réaffirmait la perspective communiste d'extinction de l'Etat. Le critère déterminant de l'avancée vers le socialisme, ce n'est pas seulement l'étatisation de l'économie mais bien l'intervention démocratique des masses, le contrôle et la direction qu'elles exercent sur toute la marche de la société.

Avec la tragédie de 1933 en Allemagne, sans aucune réaction de l'IC, pour Trotsky, il n'y a plus rien à espérer de ce côté-là. Les « *bolcheviks leninistes* », comme s'appellent les trotskystes à ce moment là, doivent changer de stratégie, il n'y a plus de réforme possible de l'IC. Trotsky et l'opposition de gauche lancent alors le processus de constitution de la IV, en poursuivant les discussions avec tous les révolutionnaires antistaliniens, courants comme militants isolés.

En 1938, l'approche de la guerre en Europe leur impose d'accélérer le processus avant que tout soit balayé. L'urgence est de planter un nouveau drapeau, affirmer une perspective politique pour que la classe ouvrière s'en empare, dans l'espoir d'une vague révolutionnaire en réaction à la guerre. La continuité des idées révolutionnaires et démocratiques en dépend, l'acquis du mouvement ouvrier et du marxisme, au moment où celui-ci est prostitué par les serviteurs de Staline, qui en font un dogme sans principes, utilisé pour tout justifier. Les acquis de Lénine aussi, contre tous ceux qui l'ont momifié en prétendant qu'ils en étaient les continuateurs. Le combat engagé depuis 1923 par l'opposition de gauche contre la bureaucratisation est bien indispensable pour porter une perspective révolutionnaire (5).

La révolution trahie, ou pourquoi le stalinisme a-t-il vaincu ?

Au cours de cette bataille, Trotsky forge l'explication aboutie de l'évolution de l'URSS, de la rupture contre-révolutionnaire qu'est le stalinisme, dans un ouvrage intitulé *La révolution trahie* (6).

Depuis les années 20, il y a toujours eu nombre d'historiens pour expliquer que Staline vient de Lénine, que la dictature naît toujours de la révolution, voire pour ramener ces problèmes à de vagues raisonnements sur la psychologie personnelle des dictateurs. Trotsky sait qu'il est vital de leur opposer une explication réellement historique, pour ne pas laisser les militants révolutionnaires sans recours pour poursuivre la lutte pour l'émancipation, face à la bourgeoisie, et aussi maintenant face à la bureaucratie, même s'il ne les met pas sur le même plan et qu'il faut défendre « *l'état ouvrier dégénéré* », c'est-à-dire malgré la dégénérescence, les acquis de la révolution.

Trotsky applique à ces événements la méthode du marxisme, cherchant les explications dans la dynamique des rapports de forces entre les classes, à l'intérieur de l'URSS, mais aussi avec les puissances impérialistes. Il montre qu'il est impossible de comprendre la dégénérescence de la révolution sans remonter à la guerre civile, qui dès 1918, oblige le tout nouveau régime soviétique à mobiliser toutes ses forces pour sa survie (une armée de cinq millions de soldats est constituée en quelques mois), alors que l'échec de la révolution allemande et le reflux de la vague révolutionnaire des années 20 vont le laisser dans un isolement total. La cause première est là, dans cet acharnement de l'impérialisme pour isoler et briser la révolution.

Trotsky peint le tableau d'ensemble du nouveau système, en commençant par la nature particulière de la bureaucratie dans ce nouveau système économique. Il fait le lien entre la militarisation du régime, la disparition effective de la vie démocratique dans les soviets, les forces les plus conscientes étant mobilisées sur le front, le très faible développement de la culture et de l'alphabétisation, l'absorption totale des militants dans les tâches d'organisation de toute l'économie. La misère et la famine renforcent le rôle du gendarme pendant la guerre civile. Puis, quand l'économie redémarre, c'est la logique de l'appropriation individuelle qui reprend de la vigueur, encouragée par Staline et Boukharine qui espèrent s'appuyer sur les gros paysans avec leur « *koulaks enrichissez-vous* » (1925). Tout « *le vieux fatras* », pour reprendre l'expression d'Engels désignant les rapports sociaux bourgeois et féodaux, resurgit : domination et soumission, démoralisation, religiosité, oppression des femmes... tandis que le pouvoir se félicite des résultats de la planification et prétend aller au communisme en quelques années.

Avec *La révolution trahie*, Trotsky montre la rupture entre révolution et contre-révolution, et explique que la logique du pouvoir de la bureaucratie, cherchant à perpétuer ses priviléges, si elle n'était pas renversée par une intervention des travailleurs, ne pourrait conduire qu'à une contre-révolution et à la réintroduction du capitalisme.

Loin d'imaginer qu'il faudrait des décennies pour ce processus, durée qui plaide pour la révolution et l'extraordinaire profondeur de ses acquis, il conclut sur l'idée qu'une « *nouvelle révolution est inéluctable* » : « *L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique. Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale véritable sont des conditions nécessaires du développement du pays. Le rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le parti bolchevique, et la renaissance des syndicats y sont impliqués. [...] Les entreprises somptuaires, Palais des Soviets, théâtres nouveaux, métros construits pour l'épate, feront place à des habitations ouvrières. [...] La jeunesse pourra respirer librement, critiquer, se tromper et mûrir. La science et l'art secoueront leurs chaînes. La politique étrangère renouera avec la tradition de l'internationalisme révolutionnaire.* ». ».

Le programme de transition, un point d'appui irremplaçable pour l'avenir

C'est la même perspective qui anime toujours les fondateurs de la IV en 1938, mais lorsqu'ils adoptent le *Programme de transition*, les conditions se sont profondément aggravées. La proclamation de l'internationale fait d'ailleurs débat. Contrairement aux autres internationales ouvrières, c'est la première fois qu'une internationale se construit dans une situation de recul. Le problème est au cœur du programme, dès la première phrase : « *La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat* », visant la complicité de la social-démocratie dans la montée à la guerre, et de la bureaucratie stalinienne qui l'année suivante signera un pacte de non-agression avec Hitler.

Ce programme, daté car écrit pour l'immédiate période d'urgence avant la guerre, reste un apport indispensable, dans sa conception et sa méthode, pour concevoir un programme faisant le lien entre les revendications immédiates, d'urgence, des travailleurs, et la perspective de leur prise du pouvoir. Dans la continuité du marxisme, le programme réaffirme l'indépendance vitale de l'organisation des travailleurs vis-à-vis de la bourgeoisie, de ses institutions et partis.

Ce programme est conçu pour être modulé, adapté, à chaque situation nationale, selon l'état de la lutte des classes, des rapports de forces. C'est pour cela qu'il explicite sa propre méthode, pour aider chaque groupe militant à faire le lien entre la lutte des classes immédiates et la révolution, méthode pleinement d'actualité quand nous formulons aujourd'hui un plan pour l'urgence sociale, démocratique et écologique : « *Il faut aider les masses, dans le processus de leur luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.* ». Par exemple, il part du problème de la lutte pour les salaires et le temps de travail, contre le chômage, pour formuler la perspective des comités d'usine, du contrôle ouvrier sur l'économie, jusqu'à l'armement des travailleurs. Le texte est écrit vingt-et-un ans après 1917, le pouvoir des travailleurs, la révolution des soviets, sont alors pour des millions de travailleurs et de jeunes une réalité encore proche.

Toujours dans le but immédiat de guider l'action des sections de la IV^{ème} internationale, il formule des repères sur la question de la défense des droits démocratiques, contre le carriérisme et l'adaptation à l'Etat, pour le front unique, contre le sectarisme d'organisations repliées sur elles-mêmes « *pour ne pas s'exposer à la tentation* »... L'heure est d'aller vers les masses, la jeunesse, les femmes travailleuses pour construire une nouvelle direction révolutionnaire : les deux sont indissociables.

La bureaucratie stalinienne ne s'y est pas trompée, voyant le danger mortel que représentait pour elle la réaffirmation d'une perspective révolutionnaire pour les travailleurs du monde entier. Elle n'a fait que déchaîner davantage encore sa haine meurtrière, multipliant les traques et les assassinats, jusqu'à celui de Trotsky en août 1940.

De l'après-guerre à l'effondrement de l'URSS, le courant trotskyste survit à la pression stalinienne

L'épreuve terrible de la guerre, le front, les camps, les pressions de la propagande qui prétend qu'il s'agit de la guerre de la « *démocratie contre le fascisme* » relayée dans le mouvement ouvrier par tous les appareils stalinien et sociaux-démocrates, les méthodes de gangsters, affaiblissent durement la IV^{ème} internationale naissante.

L'espoir que la révolte contre les souffrances de la deuxième guerre impérialiste déboucherait sur une nouvelle montée révolutionnaire cède la place à une dure réalité. Le recul du mouvement ouvrier continue malgré les révoltes de la classe ouvrière contre le carcan stalinien, la puissante vague des luttes d'émancipation nationale contre la domination coloniale. De nouveaux problèmes politiques se posent, suscitent débats, crises :

- Comment analyser l'URSS après Yalta, alors qu'elle s'entend avec les impérialismes victorieux pour se partager le contrôle du monde et empêcher toute flambée révolutionnaire après la guerre ? Comment dans ces conditions, défendre l'URSS et les acquis de la révolution ?
- Que sont les Etats des pays de l'Est nés de ce partage du monde, annexés par l'Etat soviétique qui impose une étatisation de l'économie sans révolution ouvrière ?
- La solidarité avec les révoltes et révolutions des peuples colonisés va-t-elle jusqu'au soutien des Etats, souvent militarisés, nés de ces mouvements d'émancipations nationales, parfois sous le drapeau du communisme, comme en Chine ?
- Comment militer dans un mouvement ouvrier entièrement contrôlé par le stalinisme et la social-démocratie, au moment où la croissance économique du capitalisme redonne du crédit aux illusions réformistes ? Comment se lier aux travailleurs dans cette situation ? La question de l'entrisme ?

Malheureusement, la IV^e internationale, déjà divisée, n'était pas un cadre suffisamment large et démocratique, collectif, lié aux classes ouvrières des différents pays, pour élaborer des réponses politiques, les mettre en œuvre pragmatiquement, de façon militante, en tirer les leçons, les rediscuter.

C'est bien de son isolement vis-à-vis de la classe ouvrière que viennent les faiblesses des différents courants se réclamant d'elle. Cette faiblesse générale en a entraîné bien d'autres. La petitesse des organisations transformait souvent les débats sur des divergences en points de rupture. Sous la pression que le stalinisme imposait, obligeant ceux qui le combattaient à se déterminer par rapport à lui, les analyses aboutissaient à des résultats surprenants. Ainsi, une partie de la IV vit dans les dictatures bureaucratiques de l'est une nouvelle forme d'Etats ouvriers, alors qu'il n'y avait eu aucune révolution ouvrière.

De même, sur le plan organisationnel, la logique des divisions qui ont si longtemps été l'objet de plaisanteries, fut le prix de cet isolement. Les trotskystes, maintenus en marge de la classe ouvrière, ne pouvaient vérifier le contenu et les conséquences de leurs débats, de façon militante. Déterminés à tenir face aux pressions, les uns ou les autres pensaient que céder sur un point pouvait provoquer la perte de tout. Dans cette logique, la rupture avec ses camarades pouvait paraître moins grave que de prendre le risque de tout lâcher. Il faut dire que sans prise réelle avec la lutte des classes, il était bien difficile de distinguer dans les débats l'essentiel du secondaire, ce dernier prenant parfois le dessus, dans des proportions hors d'un enjeu réel sur le terrain des luttes.

Au-delà de ces faiblesses et difficultés, le vrai succès du courant trotskyste est d'avoir toujours refusé de s'adapter, au stalinisme comme au système bourgeois, et d'avoir maintenu, malgré tout, la continuité des idées, le fil rouge du mouvement ouvrier, du marxisme. C'est cela qui explique qu'au moment où s'effondrait l'URSS, en 1991, entraînant avec elle les derniers PC existant encore, le courant trotskyste a pu surmonter cette nouvelle crise.

Notre continuité

Le stalinisme s'est effondré sous le poids de ses propres contradictions, la bureaucratie aspirant à pérenniser définitivement ses priviléges en réintroduisant la propriété privée des moyens de production pour son propre compte.

Pour le mouvement trotskyste, il ne s'agit pas seulement de surmonter une nouvelle crise, mais bien d'ouvrir une nouvelle perspective. Cela lui impose une profonde mutation. Les conditions de la lutte ont changé. La longue période de recul qui l'avait condamné au rôle d'opposant au stalinisme, marginalisé dans la classe ouvrière, est terminée, libérant les possibilités de travailler à la nécessaire renaissance du mouvement ouvrier.

En même temps qu'il cesse d'exister comme opposant aux réformismes sociaux-démocrates ou stalinien, s'offre à lui un nouveau rôle essentiel à jouer, répondant aux besoins de la nouvelle période : faire la critique du point de vue révolutionnaire de la mondialisation libérale et impérialiste, en montrant que ses contradictions développent les forces pour changer le monde ; formuler une politique pour les militants, qui,

quel que soit leur passé, veulent agir pour la révolution et le socialisme ; construire de nouveaux partis anticapitalistes, regroupés dans une nouvelle internationale, cadre large et démocratique dépassant les clivages hérités du passé. Le courant trotskyste peut jouer ce rôle, parce que, bon an, mal an, il a su préserver et développer les idées de la lutte de classe, du marxisme démocratique et révolutionnaire.

Pour prendre ces initiatives, il nous faut intégrer pleinement cette nouvelle situation et comprendre qu'elle nous transforme nous-mêmes. Sans hésiter, il faut pousser cette mue à son terme. C'est cette transformation profonde qu'exige la construction du nouveau parti anticapitaliste. Il s'agit de la mener au bout, pour être en phase avec la contestation large, profonde, qui grandit dans la jeunesse et le monde du travail. Cela signifie aussi assumer entièrement l'histoire de la lutte des marxistes révolutionnaires, s'approprier ses expériences, ses idées, pour se donner les moyens d'en tracer la continuité. Mais c'est aussi savoir investir nos acquis dans des cadres de regroupements anticapitalistes et révolutionnaires au niveau européens et international bien plus larges que les différentes moutures de regroupements internationaux trotskystes existants aujourd'hui. Et pour cela, aussi réussir à se dégager des sectarismes pour travailler à l'unité de tous ceux pour qui le trotskisme signifie d'abord et avant tout la lutte pour la démocratie ouvrière, la conquête de la démocratie par les exploités, les opprimés pour leur propre émancipation.

Franck Coleman

1 - Allemagne, Belgique, Brésil, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hollande, Italie, Pologne, URSS. Il y avait aussi deux observateurs autrichiens. [Retour au texte](#)

2 - Un agent de Staline est d'ailleurs présent à la conférence de fondation, lui faisant aussitôt un compte-rendu. [Retour au texte](#)

3 - Rédigé par Trotsky et essentiellement discuté avec les militants américains, on peut le lire en ligne par exemple à <http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran.htm> [Retour au texte](#)

4 - Titre d'un long article de Trotsky publié dans la *Pravda* en 1923, où il engage publiquement la bataille contre la bureaucratisation (<http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/coursnouveau/cn.html>)

[Retour au texte](#)

5 - Trotsky écrit dans son *Journal d'exil* en mars 1935 : « *ce que je fais maintenant est dans le plein sens du mot "irremplaçable". Il n'y a pas dans cette affirmation la moindre vanité. L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé face à ce problème, armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, par-dessus la tête des chefs de la Deuxième et de la Troisième Internationale, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir. Et je suis pleinement d'accord avec Lénine (ou plutôt avec Tourgueniev) que le plus grand vice est d'avoir plus de cinquante-cinq ans. Il me faut encore au moins quelque cinq ans de travail ininterrompu pour assurer la transmission de l'héritage* ».

http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/journal/journal_tabmat.htm [Retour au texte](#)

6 - Paru en 1936, encore disponible aux Editions de Minuit, ou en ligne

<http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/revtrahie/frodcp.htm> [Retour au texte](#)

[Retour au sommaire](#)

Si débatmilitant** te plaît, n'hésite pas à le diffuser
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,
propose leur de s'abonner...**